

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q3/URY/11

19 octobre 2004

(04-4387)

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: espagnol

## SUBVENTIONS

Demandes au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les  
mesures compensatoires visant à proroger la période de transition  
prévue pour l'élimination des subventions à l'exportation

Réponse à la question des COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES<sup>1</sup>  
concernant les notifications de l'URUGUAY<sup>2</sup>

La communication ci-après, datée du 13 octobre 2004, est distribuée à la demande de la délégation de l'Uruguay.

La Délégation permanente de l'Uruguay auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) présente ses compliments au Secrétariat de l'OMC - Répertoire central des notifications - et a l'honneur de lui transmettre ci-joint la réponse aux questions posées par la Communauté européenne au sujet de la notification de l'Uruguay concernant l'industrie automobile et de la prorogation de la période de transition prévue au paragraphe 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, conformément à l'obligation de procéder à un réexamen annuel énoncée dans la Décision du 22 novembre 2002 du Comité des subventions et des mesures compensatoires (document G/SCM/92 de l'OMC).

---

<sup>1</sup> G/SCM/Q3/URY/10.

<sup>2</sup> G/SCM/N/114/URY.

Réponse à la question posée par la Communauté européenne

La réduction du droit global est applicable aux positions et sous-positions tarifaires ci-après, le droit en vigueur étant indiqué pour chacune d'elles.

Lorsque le droit est inférieur à 13 pour cent, il est seulement abaissé jusqu'au taux correspondant à la sous-position.

8701.20.0	6 pour cent
8701	6 pour cent
8702	23 pour cent
8704.21.10.10	23 pour cent
8704.21.90.10	23 pour cent

Le droit global applicable au reste des sous-positions de la position 8704 va de 7 pour cent à 8 pour cent.

8705	6 pour cent
------	-------------

Il est procédé au remplacement progressif de ce programme en réduisant la subvention, par l'incorporation dans le montant à percevoir du pourcentage correspondant à la ristourne d'impôts. Pour les positions susmentionnées, cela représente une réduction de 3,8 pour cent, conformément au Décret n° 60/999 qui a été dûment notifié au Comité.

---